



Créteil, le 15 octobre 2015

Monsieur le Président du CHSCT,

Depuis plus de 10 ans, les orientations politiques et budgétaires ont conduit à une dégradation constante des conditions de vie au travail des agents de nos ministères par les programmes de suppressions massives d'emplois, par des contraintes budgétaires accrues, et des restructurations incessantes.

Aucune catégorie de personnel n'est aujourd'hui épargnée par la souffrance au travail, comme en attestent les derniers résultats de l'observatoire interne, ainsi que les divers rapports des acteurs de prévention.

En 2012, les évolutions législatives et réglementaires sur le fonctionnement des CHSCT auraient dû conduire l'Administration à dépasser les simples déclarations d'intention et à prendre de véritables engagements, afin de rendre concrète l'amélioration tant attendue des conditions de vie au travail des agents.

Force est de constater qu'il n'en a rien été. Aucun moyen supplémentaire n'a été alloué, l'administration ne reconnaissant pas toutes les prérogatives des CHSCT : pire elle porte entrave à leur fonctionnement !

Comment peut-on afficher une ambition en matière d'amélioration des conditions de travail, lorsque les plans massifs de suppressions d'emplois se poursuivent, que l'on connaît une régression sans précédent des plans de qualifications, que la revue des missions et l'évolution de l'organisation territoriale de l'État conduisent à un nouvel abandon de missions de services publics.

La négociation d'un accord sur la prévention des risques psycho-sociaux a échoué. Pourtant, depuis le mois de novembre dernier, Bercy connaît les propositions des organisations syndicales des Finances. Elles sont réalistes, détaillées et constructives. Or, elles n'ont même pas été discutées !

Pour nous, il y a urgence aujourd'hui de passer de la parole aux actes. Il vous appartient de démontrer que dans ce domaine nous ne sommes plus dans l'affichage et la communication, mais bien dans la prise en compte de réalités très dégradées dans les services, qui nécessitent des mesures concrètes à mettre en place au bénéfice des agents.

Passer de la parole aux actes ce n'est pas démanteler le service public en augmentant la détresse des agents ! Passer de la parole aux actes ce n'est pas passer des projets en force sans même établir le budget des travaux qui permettraient d'améliorer en conséquence les conditions de travail ! Passer de la parole aux actes c'est avancer dans la concertation réelle en prenant en compte les besoins et les aspirations des populations, des élus locaux et des agents !

Force est de constater que le dialogue social n'est pas plus à la mode à la DDFiP du Val-de-Marne qu'au ministère des finances ou au niveau du premier ministre.

Le passage en force du PPCR (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations) par Manuel VALLS - contre l'avis majoritaire des organisations syndicales – ou le déni de démocratie appliqué par Bruno Parent concernant les fiches sur les règles de gestion à la DGFIP augurent bien des nouveaux passages en force que vous souhaitez décliner, Monsieur le Directeur Départemental, dans le Val-de-Marne. En effet, c'est bien à vous, directeurs départementaux, que les organisations syndicales s'adressent. Que ce soit le projet stratégique des douanes ou la démarche stratégique de la DGFIP, ces réformes mises en place au pas de charge ne visent qu'à supprimer des emplois et donner l'illusion d'économies budgétaires. Or pour faire des économies budgétaires il vaut mieux s'attaquer aux salariés qu'aux banques, aux entreprises ou aux gros actionnaires.

Pour nous ce ne sont pas les emplois qu'il faut supprimer mais plutôt les cadeaux aux plus riches, comme le CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emplois), qui vident les caisses de l'État, ce n'est pas le Service Public qu'il faut réduire mais les injustices sociales, ce n'est pas la chasse au syndicaliste qu'il faut mener mais la guerre aux fraudeurs et aux évadés fiscaux.

Mais comme vous nous l'avez renvoyé le 9 octobre en pleine figure, « *nous pouvons toujours discuter mais la décision finale nous appartient !* ».

Considérez-vous, comme dans les plus hautes sphères de l'État, que les représentants élus des syndicats ne sont que des obstacles à vos funestes projets ?

Considérez-vous que notre instance, le CHSCT du Val-de-Marne, n'est qu'une réserve budgétaire pour accomplir votre sombre mission ?

Considérez-vous que les agents, les élus locaux, les usagers n'ont pas leur mot à dire dans ce qui va modifier durablement et en profondeur leur quotidien en dégradant leur cadre de vie ou leurs conditions de travail ?

C'est en tout cas ce que vous nous avez déclaré...

Vous pouvez compter sur nous pour relayer ce message : « *Les réformes continueront de faire des victimes, les directions veulent bien en discuter mais au final elles décideront et passeront en force* ». Nous le relaierons auprès des élus de Vitry-sur-Seine et d'Ivry-sur-Seine, qui nous ont tous deux écrit qu'ils ne partageaient pas votre vision des choses sur la disparition du service public des finances publiques de leur ville. Nous le relaierons également auprès des usagers qui devront passer plus de temps dans les transports pour se rendre dans le service compétent.

Vous pouvez aussi compter sur nous pour lutter auprès des agents contre vos projets qui dégradent considérablement l'hygiène, la sécurité, la santé et les conditions de travail de nos collègues autant qu'ils dégradent le Service Public dans notre département, essentiellement dans des secteurs déjà durement touchés par les politiques d'austérité menées depuis des années.

Ce qui est bon, c'est un maillage de services publics important pour réduire les inégalités territoriales ; Ce qui est bon, ce sont des effectifs plus importants pour lutter efficacement contre la fraude fiscale ; Ce qui est bon, ce sont des moyens pour améliorer les conditions de travail des agents ; Ce qui est bon, c'est une réelle concertation et un réel dialogue social pour rompre avec les logiques budgétaires et pour remettre l'humain au centre de nos préoccupations ; Ce qui est bon, c'est de rompre avec les régressions sociales en conséquence des politiques d'austérité déclinées au niveau du ministère avec zèle par les directions locales.